

PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne - Rhône-Alpes

Unité inter-départementale
Drôme Ardèche

Subdivision Ardèche
Affaire suivie par : Jean-Etienne MARTIN
Tél. : 04 75 65 51 53
Télécopie : 04 75 65 51 58
Courriel : jean-etienne.martin@developpement-durable.gouv.fr

Ref. : 20180130-RAP-DAEN0099

PRÉFECTURE DE L'ARDÈCHE
Direction départementale de la cohésion sociale
et de la protection des populations (DDSCPP)
Bureau des installations classées
7 boulevard du Lycée – BP 730
07007 PRIVAS CEDEX

Privas, le 08 Février 2018

DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Société CORDTECH INTERNATIONAL
07 Saint-Julien-en-Saint-Alban

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Projet de création d'un atelier de retordage et d'enduction aqueuse de fibres de verre

Document de référence : Arrêté préfectoral d'autorisation modifié n° 2012114-0006 du 13 avril 2012

Adresse de l'établissement : La Barnaude
07000 Saint-Julien-en-Saint-Alban

Activité principale : Transformation et traitement de fils industriels pour usage dans l'industrie du caoutchouc

Code S3IC de l'établissement : 61-2416

Priorité DREAL : PR - IED

Pièce jointe : /

Du Original : DDCSPP 07

Copies : Inspecteur signataire, chrono sub 2

1. Présentation de l'établissement

L'usine CORDTECH Int. (groupe PORCHER) à Saint-Julien-en-Saint-Alban produit des câbles traités à base de fibres synthétiques destinés à être utilisés dans l'industrie du caoutchouc (durites, courroies de transmission, pièces de renforcement, etc...).

Son fonctionnement relève, au titre des ICPE, de l'autorisation préfectorale, notamment pour les activités d'enduction des fils par du latex en suspension dans un milieu solvant ou aqueux, et par l'emploi de procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles.

Les installations et activités de cet établissement sont les suivantes :

- le retordage qui consiste en une opération de réalisation des câbles plus ou moins gros, par torsion et assemblage des fils ;
- l'adhérisage qui consiste au traitement des câbles par imprégnation de produits à base de latex (enduction).

Cet établissement a son fonctionnement réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012114-0006 du 23 avril 2012 modifié pour, notamment, l'utilisation de procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles (rubrique n° 2915-1-a) et l'enduction (adhérisage) de caoutchouc ou autres élastomères (rubriques n° 2940-2-a et 3670 IED).

2. Examen de la demande

La demande est consécutive à un transfert des activités du site de La Voulte-sur-Rhône sur celui de Saint-Julien-en-Saint-Alban. En effet, le groupe PORCHER exploite, sur la commune de La Voulte-sur-Rhône, l'entreprise SOVOUTRI dont les activités sont similaires à celles exercées sur le site de Saint-Julien-en-Saint-Alban. Le transfert est prévu sur les années 2018-2019, suivant plusieurs phases.

Le projet présenté concerne la phase I et comprend la construction, du côté du bloc A existant, d'une extension de bâtiment d'une surface de 1 300 m². Ce nouveau bâtiment contiendra les activités d'enduction à base de préparations aqueuses des fibres de verre. Le réaménagement de certains ateliers, notamment pour l'implantation du matériel de retordage de fibres de verre, et le déplacement de produits finis est également prévu.

Le bâtiment projeté, d'une conception industrielle standard, est équipé d'une structure métallique avec un double bardage et toiture en bac acier. Il sera isolé des autres bâtiments existants par un mur coupe-feu (REI 120).

La porte de communication avec la salle contiguë (salle B), prévue pour des activités connexes, sera du type coupe-feu pour éviter toute extension d'un incendie.

Le point le plus sensible se trouve dans le rapprochement du nouveau bâtiment par rapport au stockage de gaz propane en cuve. En effet, le nouveau bâtiment, accolé à celui existant, se trouvera à seulement 10 mètres de la cuve de propane de 21 tonnes et à 7,5 m de l'aire de dépotage de cette cuve. Ces distances sont conformes à l'arrêté ministériel du 23 août 2005 modifié relatif aux dépôts de gaz liquéfiés, qui prévoient une distance minimale de 7,5 mètres minimum.

Cependant, l'exploitant, pour se garantir de tout risque, a procédé à une étude de dangers sur la base de l'implantation d'un mur de 3 mètres qui englobera non seulement la cuve mais aussi la nouvelle aire de dépotage de gaz. Cette disposition permettra de renforcer la sécurité sur ce point.

D'autres aménagements, comme la création d'un bassin de rétention étanche de 647 m³ (calculée selon l'instruction technique D9/D9A) permettra de compléter la capacité de rétention actuelle de 2 200 m³ pour éviter toute pollution des eaux, notamment de celles de la rivière Ouvèze située à proximité.

Le porté à connaissance remis par l'exploitant peut donc, au regard de l'article R181-46 du code de l'environnement, se résumer comme suit :

Critère	Justification
Extension nécessitant une nouvelle évaluation environnementale.	- Le projet ne conduit pas à la création d'une rubrique ICPE soumise à autorisation ni d'une rubrique soumise à enregistrement.
Atteinte de seuils quantitatifs pour une rubrique existante.	- Le projet ne modifie pas les capacités des installations soumises à autorisation ou à enregistrement. - Le projet n'induit pas la création de rubrique en déclaration, aucun seuil n'étant atteint pas les nouvelles installations.
Le projet n'induit pas d'impact significatif pour les intérêts mentionnés à l'article 181-3 du code de l'environnement.	- Les impacts liés au projet sont limités et n'induisent pas de gêne supplémentaire significative.
Le projet n'induit pas de danger significatif pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.	- Il n'y a pas eu de modification de l'environnement local en matière d'intérêt à protéger ou de sensibilité particulière comparativement à la dernière étude de danger de 2013. - L'analyse des risques n'est pas modifiée par rapport à la dernière étude de danger et aucun nouveau phénomène accidentel n'a été identifié. - Les évolutions et aménagements sur site respectent les prescriptions en matière de sécurité et de prévention des risques applicables sur site.

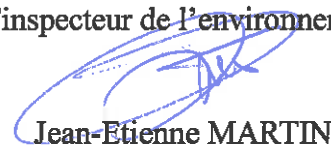
3. Propositions de l'inspection des installations classées

Les modifications projetées dans cette phase I, dans le cadre du transfert des activités du site de SOUVOUTRI à La Voulte-sur-Rhône sur celui de CORDTECH à Saint-Julien-en-Saint-Alban, n'apportent pour l'instant aucun risque accidentel et/ou chronique supplémentaire au site existant.

A notre avis, les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012114-0006 du 23 avril 2012 modifié sont suffisantes actuellement pour garantir les intérêts de l'article L.511-1 du code de l'environnement.

La prescription relative à l'implantation du mur de 3 mètres sera reprise à l'occasion de la refonte de l'arrêté de fonctionnement, compte tenu de la nature du projet global présenté prochainement.

L'inspecteur de l'environnement



Jean-Etienne MARTIN

Vérifié, adopté et transmis,
à monsieur le préfet de l'Ardèche
Privas, le 08-02-2018
Pour la directrice,

L'adjoint au chef de l'unité
interdépartementale Drôme-Ardèche



Boris VALLAT